

Crise à l'Éducation

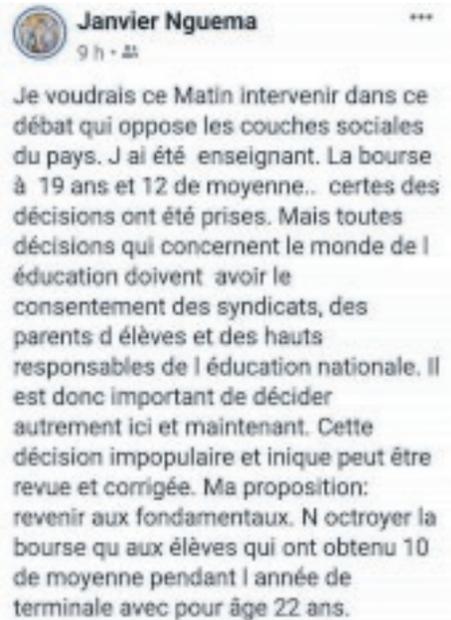
Suspension des cours et après ?

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

LE mercredi 10 avril en cours, le ministre d'État à l'Éducation nationale, Michel Menga M'Essone a, dans un communiqué rendu public en soirée, annoncé la suspension des cours "jusqu'à nouvel ordre sur l'ensemble du territoire national". Une décision prise dans "une volonté d'apaisement et d'écoute à l'endroit des populations". Cette réaction du gouvernement face à cette crise visait, indique-t-on, à sécuriser les élèves en pleine fronde contre les nouvelles mesures d'attribution des bourses à l'entrée du Supérieur.

Rappelons que c'est lundi dernier que les élèves, de retour des congés de fin du 2e trimestre de deux semaines, ont entrepris des marches pacifiques de protestation à travers le territoire national, pour faire entendre leur mécontentement face aux nouvelles conditions d'attribution des bourses d'études prises en Conseil des mi-

Photo : DR



Janvier Nguéma Mboumba propose de revenir aux fondamentaux, c'est-à-dire n'octroyer la bourse d'études qu'à ceux qui auront obtenu 10 de moyenne pendant l'année de terminale.

nistres du 29 mars 2019. Face à eux se trouvaient des agents des forces de l'ordre qui, pour disperser les manifestants, ont fait usage "d'armes de poing et de grenades lacrymogènes". Dans le communiqué ministériel, il est précisé que "le gouvernement est très attentif à l'évolution du climat social et reste préoc-

cupé par cette vague de mécontentement des élèves". La suspension des cours, certainement une décision salutaire à la suite des débordements observés, suivis de nombreuses arrestations. Mais après ? En effet, depuis hier, les établissements scolaires publics et privés ont portes closes, conformément à

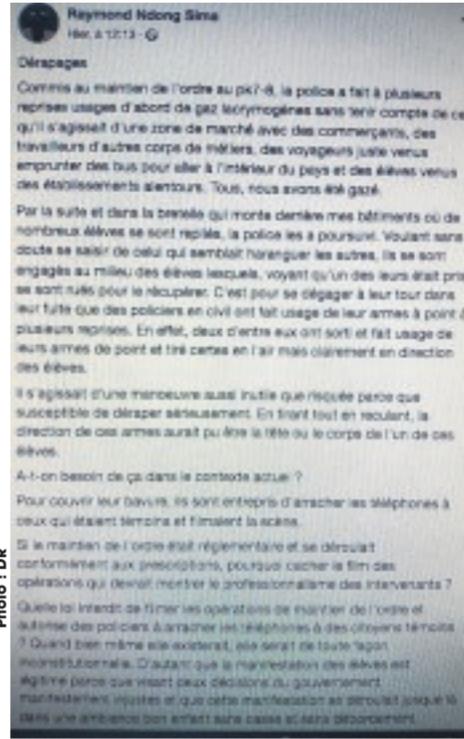


Photo : DR

Des réactions, sur la toile, des anciens membres du gouvernement. Ici Raymond Ndong Sima, suite à la vague de contestation des élèves à propos des nouvelles conditions d'attribution des bourses.

cette exigence des autorités. Pour certains observateurs, suspendre les cours serait l'idéal en ce sens qu'il évite d'éventuels débordements. D'autres, en revanche, estiment que cette décision est inopportune surtout à l'approche des examens de fin d'année. À quelques semaines de la tenue desdits examens, cette suspension des cours sonne mal chez certaines personnes qui

suivent de près cette actualité, dominée par la crise dans ce secteur. Pour eux, « cette réaction des autorités est inopportune. » D'après un enseignant d'un lycée public de Libreville interrogé hier, « suspendre les cours n'est pas l'idéal. L'heure étant au BEPC blanc dans la majorité des établissements, c'est notre programme qui va devoir être complètement rectifié », déplore-t-il.

Et d'ajouter que cette décision aurait sans doute des conséquences sur le calendrier scolaire qui devra être réaménagé, alors que l'heure était déjà aux préparatifs du début des épreuves artistiques et orales du Certificat d'études primaires (CEP). Comme lui, un autre s'interroge quant à la durée de cet arrêt des cours. « Nous savons que les enfants ne reprendront pas le chemin des salles de classe dans l'immédiat. Cette sortie des élèves n'avait pas été envisagée par les autorités lors de l'annonce de ce projet de décret. Nous déplorons le fait que même les écoles primaires privées soient affectées par cette situation », regrette un jeune entrepreneur sur sa page Facebook.

Fridolin Mvé Messa, le secrétaire général du Syndicat des enseignants de l'éducation nationale (Sena), invite, pour sa part, "le gouvernement à réviser sa copie", pour une véritable sortie de crise.

Alors que la sérénité semblait avoir gagné le secteur éducation ces deux dernières années, cette nouvelle mesure est arrivée comme pour réveiller les vieux démons.

...du côté des parents d'élèves/Fédération nationale des Associations des parents d'élèves (Fenapeg

Il faut réexaminer l'ensemble des réformes querellées



Le président de la Fenapeg, René Mezui-Menie, lisant sa déclaration à la presse.

AEE
Libreville/Gabon

APRÈS la décision prise par le gouvernement, mercredi soir, de suspendre les cours sur l'ensemble du territoire national "jusqu'à nouvel ordre", la Fédération nationale des associations des parents d'élèves et d'étudiants (Fenapeg) a aussitôt réagi. A travers une déclaration lue par ses principaux responsables hier à Oloumi dans le 5e arrondissement de Libreville.

Après avoir déploré les tournures prises par ces marches pacifiques des élèves à travers le territoire national avec, parfois, des confrontations avec les forces de l'ordre, le président de la Fenapeg, René Mezui-Menie, a condamné toute forme de violence envers les enfants et en a appelé à la retenue de part et d'autre. La Fenapeg s'est réjouie cependant, de la décision gouvernementale prise par le ministre d'État chargé de l'Éducation, Michel Menga, de suspendre momentanément les cours. Et ce, afin de prévenir les violences et débordements

pouvant découler de ces mouvements d'humeur sur l'ensemble du pays, et consécutifs à l'annonce des dispositions du nouveau projet de loi fixant les nouvelles conditions d'attribution des bourses aux élèves. « La Fenapeg exhorte ainsi le gouvernement de la République et tous les acteurs du secteur éducation à mettre à profit cette vacance pour réexaminer sereinement l'ensemble des réformes querellées, aux fins de sauver l'école gabonaise en péril », a proposé René Mezui-Menie.



COMMUNIQUE DE PRESSE

Incident sur le réseau de distribution d'électricité de Libreville

Libreville, le 11 avril 2019 – Suite à la coupure d'électricité survenue le mercredi 10 avril 2019 dans la zone nord de Libreville, la SEEG exprime ses regrets à sa clientèle affectée par cet incident.

Cette coupure a été occasionnée par un défaut enregistré sur la ligne de transport 90 KV Bissegué-Ambowé, ayant entraîné le manque de tension dans les postes sources d'Ambowé et d'Angondjé à 19h01mn.

Les équipes techniques SEEG ont été immédiatement mobilisées et la réalimentation progressive du réseau a débuté à 19h52mn pour s'achever à 20h03mn.

La SEEG réitère ses excuses à sa clientèle et la remercie pour sa compréhension.

La Direction de la Communication